

Propositions de Motions et Campagnes

Modalités importantes

Suivant notre règlement intérieur, il est indispensable qu'un représentant du groupe qui a proposé une motion soit présent à l'AG pour la présenter et pour participer aux discussions. En cas d'absence, un mandat devra être donné au représentant d'un autre groupe présent à l'AG pour soutenir ou pour reprendre cette motion à son compte et ainsi la présenter lors de l'AG.

Notre règlement intérieur dispose également que les votes concernant les motions n'interviendront qu'après présentation et débats de toutes les motions. Il en sera de même pour les propositions d'actions. Dans l'hypothèse où une motion et une proposition d'action seraient présentées de pair comme compléments logiques, elles seront discutées conjointement et votées pendant le débat sur les propositions d'actions. Cette procédure a pour but d'éviter une simple juxtaposition de campagnes ou de motions qui s'ajouteraient les unes aux autres sans cohérence globale ni lien stratégique suffisants. En outre, comme il est impossible en pratique de tout mener à bien simultanément, les participants à l'AG devront veiller à faire des choix qu'ils jugeront prioritaires et compatibles.

MOTION n°1

« Non au nucléaire militaire » présentée par Armes nucléaires STOP

Arguments et considérants :

La sortie du nucléaire militaire est un impératif de survie de l'Humanité, compte tenu des arsenaux actuels qui menacent toute la biosphère de la planète. La nécessité de l'abolition de l'arme nucléaire a été l'objet de la campagne faite en étroite collaboration avec le collectif Armes nucléaires STOP en 2011.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » donnera toute son ampleur de manière spécifique à cette campagne dans la première partie de l'année 2012 afin de maintenir la pression sur les candidats à l'élection présidentielle pour que le débat sur l'abolition des armes nucléaires soit à l'ordre du jour, pour que soit acceptée l'étude d'une Convention d'élimination (décision votée à l'ONU par les 3/4 des pays) et pour que soit décidée les premières mesures de la Convention, l'abandon de la Force aérienne française, l'arrêt des programmes de modernisation des armes nucléaires françaises et la mise hors alerte de notre force de frappe. L'objectif du Réseau Sortir du nucléaire est l'élimination totale des armes nucléaires françaises et mondiales.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » soutient depuis de nombreuses années les manifestations devant le Ministère de la Défense, organisées par la Maison de vigilance. Un souci particulier sera apporté en 2012 pour un soutien accentué de ces présences et aussi pour une collaboration étroite dans les commémorations/interpellations que cette association organise du 6 au 9 août à Paris, au Mur pour la paix et sous la Tour Eiffel.

Le nucléaire militaire est directement lié au nucléaire civil par les technologies qui sont toutes duales, aussi le « Réseau Sortir du nucléaire » veillera à coupler son exigence de sortie du nucléaire civil à celle de sortie du nucléaire militaire. En particulier dans les manifestations organisées dans la période du 11 mars, jour anniversaire de la catastrophe de Fukushima, il sera à chaque fois que possible rappelé l'exigence de sortie du nucléaire militaire. Les chaînes humaines seront dans la mesure du possible aussi ciblées vers des installations militaires, les associations sensibles à l'abolition des armes nucléaires seront sollicitées pour une participation active à ces actions.

Au niveau international le Réseau sera présent des conférences organisées par l'ONU ou par tout autre organisme international en mandatant des représentants pour intervenir contre le nucléaire civil et militaire.

Phrase de synthèse à voter par l'AG :

Etes vous POUR ou CONTRE que le Réseau Sortir du nucléaire :

1 -continue la campagne contre le nucléaire militaire et assure un soutien pour une suite à cette campagne

2- continue à soutenir les manifestations mensuelles devant le Ministère de la Défense

3- apporte un soutien spécifique aux manifestations pour l'abolition des armes nucléaires, en particulier du 6 au 9 août 2012

4- lutte contre le nucléaire militaire lors les manifestations dans la période du 11 mars 2012

MOTION n°2
« Iter, fusion non contrôlée »
présentée par Médiane

Arguments et considérants :

- Considérant que les conclusions de l'Enquête Publique pour la création de l'INB ITER après 8 semaines de consultation du public (du 15.6 au 4.8.11) la commission d'enquête a émis un avis favorable et 8 recommandations.
- Considérant que la commission d'enquête n'a tenu aucun compte de la forte mobilisation contre la poursuite du projet avec les argumentations de scientifiques de renom.
- Considérant qu'un scientifique des plasma se référant à une thèse soulignant les dangers de disruptions, doit-on persister dans la réalisation de ce projet de réaction à fusion ? Les spécialistes étaient au courant, mais cette dangerosité a été cachée au public et aux décideurs, il faut rajouter qu'il n'a pas été prévu d'assurer ITER puisque l'on nous fait croire que c'est une machine "parfaite" !!!
- Considérant que le trio UE (Conseil, Parlement, Commission) est parvenu à un accord sur une somme supplémentaire de 1,3 milliard d'€ pour les années 2012 et 2013 au détriment de divers budgets.
- Considérant qu'ITER est un gouffre financier , est-il raisonnable en pleine crise économique et financière de poursuivre ce projet hypothétique au lieu d'attribuer ces milliards au développement des énergies renouvelables.

Phrase de synthèse à voter par l'AG :

Etes-vous pour ou contre : La non réalisation du projet ITER en continuant à manifester notre opposition avec l'aide des scientifiques qui pensent qu'il n'existe aucune garantie du fonctionnement d'ITER

MOTION n°3

« Solidarité avec les travailleurs du nucléaire »
*présentée par Les Amis de la Terre Midi Pyrénées, Sortir du nucléaire Tarn
avec le soutien du Conseil d'administration du Réseau « Sortir du nucléaire »*

Arguments et considérants :

L'industrie nucléaire emploie un certain nombre de salarié-e-s de façon directe ou en sous-traitance (de l'extraction du minerai à la prétendu gestion des déchets, sans oublier le complexe militaro-industriel).

L'arrêt définitif de la production électronucléaire aura un impact certain sur l'emploi dans ce secteur. Des salarié-e-s conserveront un emploi dans cette industrie afin de garantir la sécurité des installations mises à l'arrêt, dont le démantèlement ne pourra avoir lieu que dans des dizaines d'années (si démantèlement il y a). Pour d'autres salarié-e-s qui seront contraints à une reconversion professionnelle, le maintien de leur situation sociale est une exigence incontournable.

Notre volonté de parvenir à l'arrêt définitif de la production électronucléaire ne doit pas se faire au détriment de la situation sociale des salarié-e-s employé-e-s par cette industrie. Pour cela, la sortie du nucléaire que nous prônons prend en considération la reconversion professionnelle de l'ensemble des salarié-e-s de cette industrie.

La sortie de la production électronucléaire aura besoin de travailleurs et de travailleuses qualifié-e-s dans de nombreux domaines : dans l'isolation des bâtiments, dans l'éco-construction, dans les énergies renouvelables, dans les conseils... Autant de postes à renforcer ou à créer prouvant que la sortie du nucléaire sera plus créatrice que destructrice d'emplois !

Nous sommes conscients des dangers permanents que les travailleurs et travailleuses du nucléaire encourent chaque jour. Nous sommes tout aussi conscients que notre sécurité est entre leurs mains. Et nous les en saluons.

Il nous semble important que :

- le Réseau "Sortir du nucléaire" informe sur la situation des salarié-e-s de l'industrie nucléaire ;
- le Réseau "Sortir du nucléaire" s'engage à promouvoir la reconversion professionnelle des salarié-e-s de l'industrie nucléaire ;
- le Réseau "Sortir du nucléaire" entame un dialogue constructif avec les travailleurs et travailleuses du nucléaire.

Phrases de synthèse à voter par l'AG :

Devant de telles considérations, l'Assemblée Générale du Réseau "Sortir du nucléaire" soutiendra les initiatives allant dans le sens :

- *De l'information auprès des travailleurs du nucléaire ;*
- *De l'information sur les conditions de travail des salarié-e-s du nucléaire ;*
- *D'un travail en commun avec les syndicats et les représentants des travailleurs et travailleuses du nucléaire ;*
- *De l'identification des postes et rôles des salarié-e-s du nucléaire (civile et militaire) ;*
- *De la reconversion en vue d'intérêts civils, pacifiques et humanitaires des emplois liés actuellement à la production électronucléaire (de l'extraction à la gestion des déchets).*

MOTION n°4

"Le nucléaire, c'est la crise économique !"

présentée par Révolitives, les Désobéissants et Sauvons la rivière Athabasca

Arguments et considérants :

Attendu que le monde, l'Europe et France s'enfoncent dans une crise économique structurelle depuis plusieurs années, renforçant les inégalités sociales dans les Pays industrialisés;

Attendu que cette crise économique s'amplifie depuis quelques mois;

Attendu que la baisse du pouvoir d'achat et le coût soit-disant « bas » de l'énergie sont devenus l'argument principal du lobby pro-nucléaire pour maintenir cette énergie;

Attendu que la volonté de maintenir un bas prix de l'électricité se fait au détriment des salariés du nucléaire (et des salariés de la sous-traitance en particulier), des travailleurs des Pays extracteurs d'uranium notamment en Afrique et probablement de la sécurité des installations;

Attendu que ce bas prix de l'électricité évite aux pouvoirs publics de s'attaquer aux problèmes majeurs de la lutte contre la précarité énergétique et de la surconsommation de l'énergie en général;

Attendu que les investissements colossaux dans la recherche et le développement de l'énergie nucléaire soit-disant du « futur » empêchent des investissements au même niveau dans la recherche et développement en faveur des économies d'énergie et des énergies renouvelables ;

Attendu que le prix de l'électricité (notamment EDF) ne tient pas compte de tous les coûts du nucléaire : démantèlement, sécurité des installations, gestion des déchets pendant des milliers d'année, etc...

Attendu que depuis Fukushima, le « marché du nucléaire » est en train de se réduire (de nombreux Pays ont décidé de sortir du nucléaire) et que la filière nucléaire (et donc la France...) va inévitablement connaître des problèmes économiques.

Attendu que la France paye très cher le prix du nucléaire militaire;

Phrases de synthèse à voter par l'AG :

Le Réseau « Sortir du nucléaire » s'engage à:

- s'entourer d'économistes, scientifiques, syndicalistes et d'associations spécialisées pour mesurer le véritable impact économique et social du choix du tout nucléaire en France,*
- à travailler collectivement (économistes et militants) sur cette question (journées d'étude du Réseau, colloques...)*
- à vulgariser le résultat de ce travail auprès du grand public et dans les médias.*

MOTION n°5

« Pour une relance de la commission Refondation »
*présentée par les Amis de la Terre Midi Pyrénées, Sortir du nucléaire Tarn
et soutenue par le Conseil d'administration du Réseau « Sortir du nucléaire »*

Arguments et considérants :

- Considérant les problèmes de fonctionnement au sein du Réseau mis en exergue lors de la crise qui l'a traversé ces dernières années ;
- Considérant les solutions qui sont ressorties des propositions la Commission de Refondation et ont été votées lors de l'AG de mars 2011 (voir compte rendu : <http://ag.sortirdunucleaire.org/AG-2011>);
- Considérant le besoin de poursuivre la réflexion initiée au sein de la Commission de Refondation, réflexion qui a été mise entre parenthèses du fait du surcroît d'activité qui a résulté de la catastrophe de Fukushima ;
- Considérant le rôle toujours plus important que le Réseau est amené à jouer dans la lutte antinucléaire en France et qu'il est nécessaire que le Réseau fonctionne le mieux possible en interne du point de vue des groupes, du CA et des salariés afin d'être la plus efficace possible dans cette lutte;

• **Phrase de synthèse à voter par l'AG :**

Etes-vous pour ou contre que le CA du Réseau "Sortir du nucléaire" remette en route le processus de réflexion interne sur le fonctionnement du Réseau en relançant la Commission de Refondation qui permettra aux représentants de groupes, aux administrateurs et au salariés de poursuivre ensemble cette discussion visant à repenser le fonctionnement du Réseau et faire des propositions lors de la prochaine Assemblée générale en 2013 ?

MOTION n°6
**« Démarche pour une clarification de la position du Réseau
vis-à-vis d'une sortie rapide de l'ère nucléaire
et éventuelle modification de la charte en conséquence »**
présentée par le Conseil d'administration

Arguments et considérants :

L'accident nucléaire majeur de la centrale de Fukushima, d'une ampleur inégalée jusqu'à présent, a fait prendre conscience des risques inhérents au complexe militaro-industriel nucléaire et de l'illusion de la sûreté et de la sécurité de cette technologie.

Un nombre croissant de citoyens français se déclare favorable à une sortie totale du nucléaire tandis que des organisations nationales se sont rassemblées en mars 2011 autour d'une plateforme d'exigences communes : l'Appel solennel des 67 à l'initiative du Réseau "Sortir du nucléaire" (Voir Annexe 1 du rapport moral).

S'appuyant sur cet Appel des 67, le Conseil d'administration a élaboré les revendications du Réseau aux candidats à la présidentielle (Voir Annexe 2 du rapport moral)

Cependant une partie du corps politique institutionnel défend encore l'idée que l'électronucléaire est indispensable et propose au mieux sa diminution pour l'inclure dans un bouquet énergétique diversifié.

Au vu de cette situation, certains groupes membres du Réseau souhaitent une prise de position affirmée du Réseau en faveur d'une sortie rapide, ou du moins de ne plus considérer comme acceptable n'importe quel délai de sortie.

Le Réseau s'est historiquement construit sur une position fédérative visant à rassembler tous les partisans de la sortie du nucléaire donc en respectant la diversité des positionnements quant aux délais de sortie. C'est ce principe fondateur qui a permis au mouvement antinucléaire de gagner en force et en unité.

La question des délais de sortie est complexe et impose de prendre en compte plusieurs paramètres alliant ce qui est souhaitable (impératifs éthiques, analyses multirisques) et ce qui est possible (faisabilité technique, acceptabilité sociale).

Cette question ne saurait donc être tranchée par un simple vote majoritaire nécessairement clivant dont les conséquences pourraient être une scission au sein de la fédération et donc un affaiblissement du Réseau. En cherchant à montrer une relative radicalité, le Réseau risquerait de perdre sa capacité à convaincre le plus grand nombre que la sortie du nucléaire est possible.

La Commission de Refondation avait préconisé une clarification de la position du Réseau vis-à-vis d'une sortie rapide de l'ère nucléaire.

Le Réseau se propose donc de mettre en œuvre un processus de réflexion constructive sur cette question des délais de sortie. Ce processus nécessitant du temps pour une concertation la plus large possible et des espaces de dialogues sereins, des modérateurs-facilitateurs en garantiront la cohérence et le bon déroulement.

Etant donné que ce débat pourrait entraîner des propositions de modifications de la Charte fondatrice du Réseau, il devra être démocratique et transparent et se baser sur une dynamique de recherche de consensus ou au minimum de recherche de positions acceptables par le plus grand nombre des membres de la fédération.

Voir la charte du Réseau : <http://www.sortirdunucleaire.org/charte>

• **Phrase de synthèse à voter par l'AG :**

Êtes-vous POUR ou CONTRE que le Réseau mette en œuvre cette démarche de clarification de sa position vis-à-vis des délais de sortie du nucléaire, démarche pouvant entraîner des propositions de redéfinition de la phrase concernant la décision de sortie dans la charte fondatrice du Réseau ?

MOTION n°7

« Organisation d'une communication physique »
présentée par Collectif Corrèzien pour la sortie du nucléaire

Arguments et considérants :

- considérant notre objectif premier : la sortie du nucléaire
- considérant que cet objectif ne peut être atteint qu'avec le soutien de la population
- considérant donc la nécessité d'élargir la mobilisation anti-nucléaire en touchant des milieux non militants
- considérant le fort impact sur la population de la communication physique (présence dans le paysage urbain via la mise en vitrine dans les librairies du livre « sortir du nucléaire, c'est possible ! », la présence dans les CDI et autres lieux susceptibles de relayer de documents, l'affichage, les rencontres physiques lors des tractsages...)
- considérant que les moyens à engager pour toucher la masse dépassent largement le potentiel de travail des groupes militants,

• Phrase de synthèse à voter par l'AG :

Le Réseau s'engage à l'occasion de la chaîne humaine du 11 mars à porter une réflexion sur l'organisation d'une communication physique et les moyens qu'elle suppose.

MOTION n°8

« Revendications du Réseau aux candidats à la présidentielle » présentée par le Conseil d'Administration du Réseau « Sortir du nucléaire »

Arguments :

Préalable indispensable : une décision contraignante et engageante de sortie du nucléaire, qui ne laisse aucun retour en arrière possible.

Celle-ci se traduira par l'adoption de mesures immédiates, notamment :

- l'arrêt définitif du programme EPR (Flamanville et Penly), en France et à l'étranger (Olkiluoto, Taishan, Jaitapur), ainsi que de tout projet d'exportation de technologie nucléaire
- l'abandon des projets de réacteurs dits de 4ème génération
- l'abandon de tous les projets d'enfouissement de déchets radioactifs, ainsi que de toute nouvelle installation de stockage de déchets nucléaires.
- l'arrêt du retraitement à La Hague et de l'utilisation du combustible MOX
- l'abandon immédiat du projet ITER
- l'arrêt immédiat de plusieurs réacteurs parmi les plus dangereux, à commencer par Fessenheim (Haut-Rhin), Tricastin (Drôme) et Le Bugey (Ain)

Pour mettre en oeuvre cette décision, seront nécessaires :

- La mise en place au plus vite d'un programme de travail transversal et opérationnel pour mettre en oeuvre la sortie du nucléaire et préparer la réorientation énergétique de la France. Celui-ci devra produire un calendrier de sortie, en accordant une large place aux contributions d'experts indépendants et prendre en compte les travaux déjà existants sur le sujet. En outre, ce programme se devra également d'aborder la reconversion des travailleurs de l'industrie nucléaire.
- Le retour de l'énergie au sein d'un grand ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Un calendrier de sortie la plus rapide possible du nucléaire.

Celui-ci prévoira différents points d'étapes à moyen terme, ainsi que de premières fermetures dès la première année. Les installations à fermer en priorité seront déterminées **sur la base d'une analyse multirisque**. Celle-ci prendra en compte, entre autres :

- l'âge des réacteurs (fermeture demandée une fois dépassées 30 années d'exploitation) (cas de Fessenheim, Tricastin, Bugey...)
- le passif existant en termes d'incidents (Chinon, Cattenom, Fessenheim...)
- la situation en zone sismique (Fessenheim, réacteurs de la vallée du Rhône...) ou inondable (Blayais)
- le risque lié à la présence d'autres activités industrielles dangereuses dans le voisinage immédiat (cas de Gravelines, entourée de 13 sites Seveso seuil haut)
- ainsi que la densité de la population alentours, qui aggraverait significativement les conséquences d'un accident (cas de Nogent, Cattenom, Le Bugey, Gravelines...)

Un véritable audit sur le démantèlement des centrales

Avec lancement d'une large réflexion sur le sort des déchets nucléaires intégrant toutes les composantes et les acteurs de la collectivité

Des mesures impactantes et un soutien fort aux alternatives énergétiques

- **Réorientation massive des financements** de recherche et développement du nucléaire vers la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables.
- **Soutien massif aux filières** : aides financières, aide à la structuration des filières et soutien à la mise en place de formations professionnalisantes dans les métiers-clé (rénovation écologique, audit énergétique, énergies renouvelables...), suppression des barrières légales telles que le classement de l'éolien en ICPE.
- **Des mesures-phares à adopter au plus vite** : un plan de rénovation du bâti ancien, interdiction autant que possible du chauffage électrique, mise en place de standards exigeants de performance énergétique pour les bâtiments neufs et les équipements électriques.
- La mise en place généralisée d'informations et de formations à destinations de divers acteurs (scolaires, entreprises, administrations...) afin de permettre le développement d'une **culture de la sobriété énergétique**.

Plus de moyens localement pour assurer la transition énergétique

- La mise en place d'une gouvernance permettant une véritable politique énergétique décentralisée et une relocalisation de la production d'énergie, où les citoyens disposent d'un vrai pouvoir de décision.
- un transfert de compétences et de moyens pour permettre aux collectivités locales de mener des politiques énergétiques ambitieuses permettant de tendre vers l'autonomie énergétique ; des moyens alloués aux collectivités pour mener des politiques locales de lutte contre la précarité énergétique, afin de compenser le renchérissement du prix de l'électricité
- Un soutien massif à la création d'agences locales de l'énergie.

Des mécanismes financiers pour accompagner et accélérer la transition énergétique

Mise en place progressive de taxes sur l'électricité et/ou d'une tarification progressive de l'énergie, accompagnées en parallèle de mesure de lutte contre la précarité énergétique pour ne pas pénaliser les ménages les plus défavorisés. Les ressources collectées seront affectées à des programmes de maîtrise de l'énergie.

La mise en place d'un véritable service public de l'énergie

Caractérisé par une gouvernance publique des enjeux énergétiques en fonction de l'intérêt général et par un contrôle citoyen sur les entreprises de production énergétique, quelles que soient leurs formes.

Enfin, nous demandons à la France de s'engager fermement dans la voie du désarmement nucléaire

En renonçant au renouvellement de son arsenal nucléaire et en mettant hors d'état de nuire les armements existants (sous-marins, têtes nucléaires...). En matière de politique internationale, nous demandons à la France de prendre parti pour l'abolition des armes nucléaires, en soutenant la réalisation d'une Convention pour l'élimination totale des armes nucléaires.

• Phrase de synthèse à voter par l'AG :

Etes-vous POUR ou CONTRE les revendications ci-dessus du Réseau qui seront adressées aux candidats à l'élection présidentielle ?

CAMPAGNE N°1

« Campagne chaine du combustible : le nucléaire, du berceau à la tombe » présentée par Sortir du nucléaire 89, Les Désobéissants, Sauvons la rivière Athabasca

Considérant :

- le fait que l'on ne sensibilise pas les gens de la même manière aux dangers du nucléaire selon l'endroit ou l'on habite en France. Certains, proches d'une centrale, appréhendent les choses différemment que d'autres, plus éloignés en apparence du danger.
- Que depuis Fukushima la population a pris conscience du risque d'accident majeur
- Que toute la population française est concernée par les dangers de l'industrie nucléaire et pas seulement par un accident majeur (qui d'ailleurs n'épargnerait personne) mais en permanence car la France est recouverte de déchets radioactifs issues des anciennes mines.
- Le nombre de transports de matières radioactifs qui traverse l'Hexagone en permanence (300 000 colis chaque années). Dès l'arrivée du brut aux ports de Sète, de Fos et du Havre ou la route de l'uranium ne fait que commencer... Il est ainsi possible en travaillant sur le terrain d'éclairer des dangers de la filière quelque soit le lieu ou l'on se trouve en France...
- La campagne sur les transports lancée par le Réseau « sortir du nucléaire » lors de la dernière AG
- que le nucléaire civil et militaire sont indissolublement liés
- que cette campagne pourrait permettre d'amplifier la mobilisation contre le nucléaire et de mettre en réseau les antinucléaires sur des problématiques partagées localement et tisser une toile de résistance et d'information à ce niveau
- Que cette campagne devrait permettre des rencontres avec le monde du travail notamment au sein de la filière, mais aussi des transports
- Que cette campagne devrait permettre aussi d'aller à la rencontre de la population vivant à proximité des anciennes mines, des usines de la filière, des lieux de stockage, des lieux d'activités liées à l'armement... Voir la carte de France "Nucléaire : Danger permanent"...
- que cette campagne permettrait de soutenir et d'amplifier les actions de désobéissance civile qui ont récemment eu lieu contre les transports et de poursuivre et d'approfondir la campagne transport votée par l'AG en mars 2011
- considérant que localement de nombreux groupes travaillent déjà sur ces questions et que d'autres seraient ainsi encouragés à le faire en travaillant à partir de leurs problématiques locales, cette campagne pourrait se construire de manière interactive entre les groupes et le réseau au niveau national, qui relayerait et rassemblerait les diverses réalités (informations recueillies à la base), permettant ainsi de montrer que ces différentes problématiques font en réalité parti d'un tout, d'une chaîne, bien souvent dissimulée

• Phrase de synthèse à voter par l'AG :

Etes vous pour ou contre que le Réseau « Sortir du nucléaire » :

1. lance une campagne générale sur la chaîne du combustible, et se faisant que l'association définisse l'ensemble des thèmes permettant aux groupes de s'inclure dans cette campagne et que l'association définisse, de manière concertée, des thèmes précis sur lesquels mettre l'accent à un moment en fonction de l'agenda politique (ex : débat public sur Bure) ou de notre propre agenda, par exemple :

- les mines à l'étranger et résidus de mines en France
- la fabrication du combustible
- le retraitement
- l'enfouissement
- les transports (maritime, terrestre, ferroviaire)
- les risques de prolifération

2. se fixe les objectifs politiques suivants :

- arrêt du retraitement, fort mal en point ces temps-ci
- annulation du projet d'enfouissement à Bure, en autres projets
- arrêt de certains projets miniers (ex : arrêt de la mine de Falea au Mali)
- arrêt du MOX
- arrêt des transports – ou tout au moins rendre l'acheminement des matières radioactives le plus compliqué et le plus cher possible
- abolition de l'arme nucléaire

CAMPAGNE N°2

Déchets nucléaires surtout ne pas enfouir : Arrêter d'en produire !

Présentée par Bure Zone Libre

Considérant le laboratoire de recherche souterrain, géré par l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) derrière lequel se cache l'enfouissement programmé des déchets nucléaires,

Considérant la « directive du 19 juillet 2011 relative à la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs »

Considérant que le stockage dit définitif (enfouissement) imposé par cette directive pour les déchets nucléaires les plus dangereux (de faible, moyenne et haute activité à vie longue) n'est en aucun cas une solution crédible. Des années de collecte de données sur les couches géologiques profondes de Bure laissent apparaître des inconnues majeures.

Considérant la négation du potentiel géothermique par le biais d'études tronquées,

Considérant les inévitables fuites radioactives qui contamineraient l'ensemble des bassins de la Marne puis, en aval, de la Seine ainsi que le bassin de la Meuse, si le projet de Bure était réalisé

Considérant le risque de voir seuls quelques sites européens dont Bure (Est de la France), Gorleben (Allemagne), Östhammar (Suède) ou encore Onkalo (Finlande) se transformer en poubelles européennes transnationales se précise.

Considérant les connivences existantes entre l'ANDRA et les producteurs de déchets,

Considérant que la réversibilité étant une condition essentielle du projet d'enfouissement, son concept n'est aujourd'hui toujours pas défini,

Considérant le récent rapport de l'organisme indépendant américain IEER (Institut pour la Recherche sur l'Energie et l'Environnement) sur les recherches menées à BURE pointe l'optimisme excessif et généralisé de l'Andra, en ce qui concerne l'interprétation des données collectées. Cet organisme américain indépendant a rendu son rapport en mars 2011, suite à une commande du CLIS de Bure (Comité Local de suivi et d'information).

- Les risques sismiques sont sous-évalués
- L'Andra sous-estime l'impact du manque d'homogénéité de la formation d'argile dans la zone dédiée au stockage.
- Le maintien de l'intégrité des alvéoles recevant les colis n'est pas démontré

Considérant que le calendrier européen fixé à 2015 pour la présentation des programmes nationaux est très serré, que celui-ci renforce la pression mise sur les processus législatifs de chaque pays et qu'il exclut de facto toute possibilité de choix citoyen et démocratique, toute réflexion éthique sur l'épineuse question des déchets nucléaires.

Considérant que ce calendrier européen va accentuer la pression de l'ANDRA sur le terrain pour imposer le projet de centre d'enfouissement

Considérant le calendrier français de l'ANDRA qui prévoit le lancement de la procédure administrative pour le projet de centre d'enfouissement en 2012 et un débat public au début de l'année 2013

Considérant que l'ANDRA utilise des moyens considérables de communication pour vulgariser la radioactivité, la gestion des déchets radioactifs et la solution d'enfouissement en couche géologique profonde, et ce afin d'en minimiser les dangers,

Considérant qu'il devient aujourd'hui urgent et indispensable d'accentuer la mobilisation contre le projet de l'ANDRA et de lui donner une envergure européenne pour encore espérer pouvoir faire annuler ce projet

Phrase de synthèse soumise au vote de l'AG :

Êtes-vous pour ou contre que le Réseau « Sortir du nucléaire » mette en œuvre une campagne d'information nationale, et ce de manière plus appuyée, en région Lorraine-Champagne-Ardenne, en 2012 sur le projet CIGÉO, en vue du débat public de 2013 et des échéances qui en découleront ?